

M5486



COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

TROISIÈME SECTION

AFFAIRE [REDACTED] c. ALLEMAGNE

(Requête n° 52853/99)

ARRÊT

STRASBOURG

17 avril 2003

Cet arrêt deviendra définitif dans les conditions définies à l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire [REDACTED] Allemagne,

La Cour européenne des Droits de l'Homme (troisième section), siégeant le 27 mars 2003 en une chambre composée de :

MM. I. CABRAL BARRETO, *président*,

G. RESS,

L. CAFLISCH,

P. KURIS,

R. TÜRMEN

B. ZUPĀNCIC,

K. TRAJA, *juges*,

et de M. M. VILLIGER, *greffier adjoint de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 16 mai 2002 et le 27 mars 2003,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette dernière date :

PROCÉDURE

1. A l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 52853/99) dirigée contre la République fédérale d'Allemagne et dont un ressortissant turc, [REDACTED] (« le requérant »), a saisi la Cour le 11 octobre 1999 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Le requérant est représenté devant la Cour par M^e Eberhard Bofinger, avocat à Augsbourg. Le gouvernement allemand (« le Gouvernement ») est représenté par son agent, M. Klaus Stoltenberg, *Ministerialdirigent* au ministère fédéral de la Justice.

3. Le requérant alléguait que son expulsion du territoire allemand a enfreint l'article 8 § 1 de la Convention.

4. La requête a été attribuée à la quatrième section de la Cour (article 52 § 1 du règlement). Au sein de celle-ci, la chambre chargée d'examiner l'affaire (article 27 § 1 de la Convention) a été constituée conformément à l'article 26 § 1 du règlement.

5. Le 25 novembre 1999, le président de la chambre (quatrième section) a décidé de ne pas faire application de l'article 39 du règlement.

6. Le 1^{er} novembre 2001, la Cour a modifié la composition de ses sections (article 25 § 1 du règlement). La présente requête a été attribuée à la troisième section ainsi remaniée (article 52 § 1).

7. Par une décision du 16 mai 2002, la Cour a déclaré la requête recevable.

8. Tant le requérant que le Gouvernement ont déposé des observations écrites sur le fond de l'affaire (article 59 § 1 du règlement).

9. Invité à soumettre des observations à la suite de la recevabilité de la requête (article 61 § 1 du règlement), le gouvernement turc ne s'est pas prononcé.

EN FAIT

I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE

10. Depuis sa naissance, le [REDACTED] 1976 à [REDACTED] en Allemagne, le requérant y a toujours vécu avec ses parents, qui s'y étaient installés en 1973 et 1974, et ses deux sœurs, nées en 1971 à [REDACTED] et en 1977 à [REDACTED] respectivement. Ses parents et ses deux sœurs sont tous titulaires d'un droit au séjour (*Aufenthaltsberechtigung*) en Allemagne.

11. Après avoir fréquenté l'école de [REDACTED], le requérant suivit, du 1er septembre 1991 au 31 août 1993, une formation de vendeur. Peu de temps après, il trouva du travail à [REDACTED].

12. Le 23 avril 1992, il obtint un permis de séjour illimité (*unbefristete Aufenthaltserlaubnis*).

13. Le 18 septembre 1995, le tribunal pour mineurs (*Jugendschöffengericht*) de Kaufbeuren le condamna à deux semaines d'arrêt (*Dauerarrest*) pour vol en bande aggravé. Les faits avaient été commis au mois d'avril de la même année.

14. Le 20 août 1996, le tribunal de la jeunesse de Kempten condamna le requérant à un an et dix mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve notamment pour vol aggravé en bande dans quatre cas, et préparation et tentative d'incitation au vol aggravé avec violences. Les faits avaient été commis en décembre 1995.

15. Le 26 septembre 1996, l'autorité administrative du district de l'Allgäu oriental (*Landratsamt Ostallgäu*) avertit le requérant du risque d'une mesure d'expulsion à la suite de sa condamnation du 20 août 1996 (*ausländerrechtliche Verwarnung*) et déclara s'abstenir de prononcer une expulsion à condition qu'il ne commette pas d'autres délits.

16. Le 21 novembre 1996, le tribunal pour mineurs de Neu-Ulm condamna le requérant, par absorption de la peine prononcée le 20 août 1996, à trois ans de prison ferme pour coups et blessures aggravés et contraintes sexuelles collectives. Les faits avaient été commis le 2 juillet 1996 entre détenus, alors que le requérant se trouvait en détention provisoire, suite aux vols qui avaient donné lieu à sa condamnation du 20 août 1996.

17. Le requérant fut emprisonné début 1996, puis mis en liberté le 18 décembre 1997, après qu'il eut purgé les deux tiers de sa peine. Il retrouva alors du travail à [REDACTED]

18. Le 4 septembre 1998, l'autorité administrative informa le requérant qu'il devait quitter l'Allemagne avant le 15 octobre 1998, sans quoi il serait refoulé sans autre avertissement vers la Turquie. Elle prononça en outre une interdiction du territoire de sept ans, prenant effet à compter du jour du départ effectif du requérant, motif pris de raisons impératives tenant à la sécurité et à l'ordre publics. D'après l'administration, la gravité de sa dernière condamnation commandait d'expulser le requérant, seules des circonstances particulières pouvant justifier de faire une exception à cette règle, conformément à l'article 47 §§ 1 et 3 de la loi sur les étrangers (*Ausländergesetz* - voir paragraphe 29 ci-dessous). De telles circonstances n'existeraient pas en l'espèce. D'une part, il serait probable que le requérant rencontrerait certaines difficultés pour s'intégrer en Turquie, mais il s'agirait là d'une conséquence à accepter par le requérant pour les infractions qu'il avait commises. Du reste, il serait en âge de surmonter ce genre de difficultés. En outre, le requérant serait à considérer comme récidiviste et, en cette qualité, représenterait un réel danger pour la société. Enfin, sa liaison avec une jeune femme allemande et le fait que celle-ci attendait un enfant du requérant ne justifieraient pas non plus de renoncer à l'expulsion, car, d'une part, la grossesse en question n'aurait pas fait l'objet d'un certificat médical et, d'autre part, la protection de l'article 6 de la Loi fondamentale, protégeant le droit au respect de la vie familiale, ne s'étendrait pas à de simples fiancés. Du reste, le requérant aurait entamé cette liaison en sachant qu'il se trouvait sous la menace d'une expulsion.

19. Sur opposition du requérant, l'administration régionale de Souabe (*Regierung von Schwaben*), le 12 novembre 1998, confirma la décision entreprise. D'après elle, le requérant était un récidiviste qui ne reculait pas devant l'usage de la violence brutale, comme l'avait montré sa dernière condamnation, pour des faits d'ailleurs commis en détention provisoire. Il représentait donc un danger tel pour la société que la protection de celle-ci devait l'emporter sur d'autres considérations tenant à la situation personnelle de l'intéressé. A cet égard, l'administration nota que le requérant n'était pas marié avec sa compagne, qu'à 22 ans on pouvait attendre de lui qu'il puisse commencer une nouvelle vie en Turquie, que rien n'empêchait sa compagne d'aller s'installer avec lui en Turquie et que les difficultés culturelles que cela pouvait entraîner étaient inévitables mais devaient être acceptées (*hinzunehmen*). Quant à l'article 8 de la Convention, il ressortirait de la jurisprudence des juridictions administratives suprêmes que la protection de cette disposition ne va pas au-delà de celle de l'article 6 § 1 de la Loi fondamentale, lequel ne s'opposait pas à l'expulsion. Du reste, l'expulsion n'était pas disproportionnée du point de vue de la prévention générale, eu égard à la recrudescence de la criminalité des étrangers.

L'autorité administrative prononça en outre une interdiction du territoire pour une durée indéterminée au motif qu'une limitation temporaire de l'interdiction du territoire ne pouvait être accordée que sur demande de l'intéressé. Au demeurant, rien ne justifiait en l'espèce de prononcer une telle limitation dès maintenant.

20. Depuis le 1er janvier 1999, le requérant vit avec sa compagne, une ressortissante allemande, dans un appartement faisant partie de la maison de ses parents. Le 23 février 1999, un fils est né de cette liaison, dont le requérant a reconnu être le père.

21. Le 20 avril 1999, le tribunal administratif d'Augsbourg confirma en substance l'expulsion du requérant et les motifs avancés à cet effet par l'administration. Quant à l'enfant du requérant, il ajouta que son existence n'était pas à même de changer la décision arrêtée, compte tenu notamment de la gravité des délits commis par le requérant. Par ailleurs, la séparation temporaire du requérant de son enfant ne porterait pas atteinte au bien-être matériel de l'enfant dans la mesure où la mère de l'enfant travaillait et les parents du requérant la soutenaient. Au demeurant, à l'époque où la liaison entre le requérant et sa compagne avait commencé et l'enfant avait été conçu, le requérant devait d'ores et déjà s'attendre à ce qu'une mesure d'expulsion fût arrêtée à son encontre eu égard à sa nouvelle condamnation en novembre 1996. Le tribunal considéra en outre que c'était lors de la fixation de la durée de l'interdiction du territoire, conformément à l'article 8 § 2 de la loi sur les étrangers (voir paragraphe 27 ci-dessous) que devaient être prises en compte les circonstances en faveur du requérant, telle que l'existence d'un enfant de nationalité allemande, le travail régulier de l'intéressé, son enracinement en Allemagne. Une telle demande n'avait pas été faite lorsque l'autorité administrative avait rendu sa décision et n'était du reste appropriée qu'après une certaine période d'attente.

22. Le 7 septembre 1999, la cour d'appel administrative de Bavière (*Bayerischer Verwaltungsgerichtshof*) refusa au requérant l'autorisation de faire appel du jugement du 20 avril 1999. D'après elle, les conditions légales pour faire appel n'étaient pas réunies, notamment en raison du fait que le jugement du 20 avril 1999 ne s'écartait pas de la jurisprudence de la Cour fédérale administrative (*Bundesverwaltungsgericht*).

23. Le 23 septembre 1999, l'administration cantonale informa le requérant qu'il avait jusqu'au 10 octobre 1999 pour quitter volontairement le territoire allemand, sans quoi il serait refoulé sans autre avertissement.

24. Le 29 octobre 1999, la Cour constitutionnelle fédérale (*Bundesverfassungsgericht*), statuant en comité de trois juges, refusa d'examiner le recours constitutionnel du requérant, au motif qu'il ne présentait pas assez de chances de succès.

25. Le 7 mars 2000, le requérant quitta l'Allemagne pour la Turquie.

26. Le 15 juin 2000, l'autorité administrative du district de l'Allgäu oriental informa le requérant que, compte tenu du fait que celui-ci ne se trouvait en Turquie que depuis trois mois, elle refusait pour le moment de lui accorder un permis de séjour provisoire pour rendre visite à son enfant, ne relevant l'existence ni d'une raison pertinente ni d'une sévérité démesurée aux termes de l'article 9 §. 3 de la loi sur les étrangers (voir paragraphe 28 ci-dessous). Elle nota en outre que les autorités arrêtant l'expulsion, confirmées par les tribunaux administratifs, avaient dûment tenu compte de la situation familiale du requérant et que celle-ci devrait être prise en considération lors d'une décision, le moment venu, portant sur la limitation de la durée de l'interdiction du territoire. une exception ne pouvait être admise que si un tribunal estimerait indispensable la présence du requérant sur le territoire allemand ou au bout de douze mois depuis son départ.

II. LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNES PERTINENTS

27. L'article 8 § 2 de la loi sur les étrangers (*Ausländergesetz*) du 9 juillet 1990 (Journal Officiel fédéral - *Bundesgesetzblatt I*, p. 1354) dispose notamment qu'un étranger qui a fait l'objet d'une mesure d'expulsion (*Ausweisung*) ou de refoulement (*Abschiebung*) n'est pas habilité à entrer sur le territoire allemand ou à y séjourner. Sur demande, l'effet d'une telle mesure, en règle générale, est limité dans le temps.

Le terme « sur demande » fut inséré à l'article 8 § 2 de la loi sur les étrangers en 1990, alors qu'il était absent dans la disposition équivalente (article 15) de l'ancienne loi sur les étrangers applicable jusqu'au 31 décembre 1990. De l'avis de certains auteurs, tout en reconnaissant qu'il faut, en principe, une demande de la part de l'étranger pour que les autorités administratives puissent limiter l'interdiction du territoire résultant d'une mesure d'expulsion ou de refoulement, il n'est pas exclu que celles-ci examinent *ex officio* la question de savoir si l'octroi d'une limitation s'impose dans un cas particulier (voir, par exemple, Günter Renner - *Ausländerrecht*, 7ème édition 1999, § 8 n° 17, et Kay Hailbronner - *Ausländerrecht*, tome 1, 31ème actualisation août 2002, § 8 n° 48). Ils renvoient notamment à deux arrêts de la Cour constitutionnelle fédérale du 18 juillet 1979 (n° 1 BvR 650/77) et de la Cour fédérale administrative du 31 mars 1981 (n° 1 B 853/80).

En règle générale, une limitation dans le temps d'une mesure d'expulsion ou de refoulement n'intervient que lorsque les buts poursuivis par ces mesures ont été atteints. Dans la pratique, surtout lorsqu'il s'agit d'une expulsion à la suite de condamnations pénales, il convient d'attendre un certain temps avant de formuler une demande de fixation d'un délai. La jurisprudence administrative n'exclut pas qu'une telle limitation puisse intervenir en même temps que la mesure d'expulsion ou de refoulement.

(voir, par exemple, les arrêts de la Cour fédérale administrative du 11 août 2000, n° 1 C 5/00, des cours d'appel administratives de Bade-Wurtemberg (20 février 2002, n° 11 S 2734/01) et de Brême (28 septembre 1995, n° 1 B 55/95), et les jugements du tribunal administratif de Karlsruhe du 19 février 2002, n° 11 K 1914/01 et 11 K 2455/01).

28. L'article 9 § 3 de la même loi prévoit qu'avant l'expiration du délai fixé en vertu de l'article 8 § 2 de cette loi, un étranger peut être autorisé, de manière exceptionnelle, à entrer sur le territoire allemand, pour une courte durée, si sa présence est nécessaire pour des raisons pertinentes ou si le refus de l'autorisation constituerait une sévérité démesurée (*unbillige Härte*) à son égard.

29. L'article 47 § 1 de la loi sur les étrangers est ainsi rédigé :

« Un étranger est expulsé (*wird ausgewiesen*) s'il

1. (...) a été condamné pour des infractions commises intentionnellement à plusieurs peines d'emprisonnement (y compris des peines d'emprisonnement pour mineurs) d'au moins trois ans (...) pendant une période de cinq ans (...)

L'article 47 § 3 se lit ainsi :

« Un étranger est expulsé en règle générale (*wird in der Regel ausgewiesen*) s'il bénéficie d'une protection spéciale empêchant son expulsion en vertu de l'article 48 § 1 de la même loi (...).

L'article 48 de la loi sur les étrangers dispose qu'un étranger qui dispose d'un droit de séjour (*Aufenthaltsberechtigung*), d'une autorisation de séjour illimitée (*unbefristete Aufenthaltserlaubnis*), qui vit maritalement avec une personne de nationalité allemande ou qui bénéficie du droit d'asile, ne peut être expulsé que pour des motifs graves (*schwerwiegende Gründe*) d'atteinte à la sécurité et à l'ordre public, tels que ceux énoncés à l'article 47 § 1 de cette loi.

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 8 § 1 DE LA CONVENTION

30. Le requérant estime que son expulsion vers la Turquie et l'interdiction du territoire illimitée sont contraires à son droit au respect de la vie familiale. Il invoque l'article 8 de la Convention qui dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

A. Thèses des parties

31. Le Gouvernement considère que la mesure litigieuse était justifiée compte tenu de la gravité des infractions que le requérant avait commises, du fait qu'il était récidiviste et du risque réel qu'il commette d'autres délits. Sur ce point, le Gouvernement souligne que ni sa situation stable en Allemagne ni sa détention provisoire ne l'ont empêché d'être l'objet d'une nouvelle condamnation pénale. Quant à sa situation familiale en Allemagne, le Gouvernement soutient que les autorités ont dûment pesé les intérêts en jeu avant d'enjoindre au requérant de quitter le territoire allemand. A cet égard il relève que le requérant était majeur au moment de la décision litigieuse, qu'il parle le turc, qu'il a souvent passé des vacances en Turquie, que ses grands-parents y habitent et que ni ses parents ni lui-même n'avaient fait une demande de naturalisation alors qu'ils étaient en droit de la faire et qu'il a commencé la relation avec sa compagne et mère de son enfant en janvier 1998, c'est-à-dire à une époque où il savait déjà qu'il devait quitter le territoire allemand. En ce qui concerne les circonstances en faveur du requérant, en particulier le fait qu'il est né et a grandi en Allemagne et que ses parents et ses sœurs y vivent, le Gouvernement estime que celles-ci doivent être plutôt prises en compte lors de la fixation de la durée de l'interdiction du territoire. Une limitation de l'interdiction peut être obtenue sur demande dans le cadre d'une propre procédure administrative sous contrôle du juge administratif. Le Gouvernement fait état de ce que le requérant n'a pas encore formulé une telle demande et qu'il peut par ailleurs demander un permis de séjour de courte durée aux fins de rendre visite à son enfant, conformément à l'article 9 § 3 de la loi sur les étrangers (voir paragraphe 28 ci-dessus).

32. Le requérant réplique qu'il est né en Allemagne, qu'il y a toujours vécu et qu'il y a obtenu ses diplômes scolaires. De ce fait, il n'a presque aucun lien avec la Turquie. En particulier, s'il est vrai qu'il parle le turc, il ne connaît pratiquement pas le pays où il n'a séjourné que quatre semaines au total depuis 1989 et où il n'a passé ses vacances que tous les deux ans jusque-là. A part sa grand-mère maternelle dont le mari mourut en décembre 1999, toute sa famille vit en Allemagne. En ce qui concerne ses condamnations pénales, à l'origine desquelles il n'y avait du reste pas d'infractions à la législation sur les stupéfiants, le requérant souligne que sa peine de trois ans d'emprisonnement n'était certes pas anodine mais que les

requérants dans les affaires [REDACTED] c. France (arrêts du 26 mars 1992, série A n° 234-A, du 13 juillet 1995, série A n° 320-B, et du 26 septembre 1997, *Recueil des arrêts et décisions* 1997-VI, respectivement) où la Cour avait conclu à une violation de l'article 8 de la Convention, avaient été condamnés à des peines beaucoup plus lourdes. Quant à la possibilité d'introduire une demande tendant à limiter la durée de l'interdiction du territoire, le requérant rétorque que, d'une part, l'administration régionale de Souabe, dans sa décision du 12 novembre 1998, a non seulement prononcé une interdiction illimitée mais a ajouté que compte tenu des circonstances le requérant n'avait probablement pas le droit de demander une limitation de l'interdiction pour le moment. Le requérant soutient que, selon la pratique administrative, il ne pourrait introduire une telle demande de limitation qu'après la radiation dans le casier judiciaire des condamnations à l'origine de l'expulsion, ce qui signifierait un temps d'attente de 15 ans dans son cas. En ce qui concerne la possibilité de demander un permis de séjour de courte durée conformément à l'article 9 § 3 de la loi sur les étrangers, le requérant relève que de tels permis ne sont accordés que si la présence de l'intéressé devant un tribunal ou une administration ou à un événement familial s'avère nécessaire. Pour ce qui est de la naturalisation, le requérant soutient qu'une telle demande aurait été suspendue dès l'ouverture de la première information judiciaire contre le requérant. Quant à sa relation avec sa compagne, il fait état de ce que celle-ci était sérieuse et qu'elle avait commencé avant que l'administration, le 4 septembre 1998, ne rendît sa décision.

33. Dans ses observations complémentaires du 21 mai 2002, le Gouvernement soutient que le requérant a volontairement quitté l'Allemagne et n'aurait jusqu'à présent formulé aucune demande tendant à limiter la durée de l'interdiction du territoire. Il informe la Cour en outre de ce que la mère de l'enfant du requérant s'est tournée vers un autre homme et ne démontre plus aucun intérêt pour le requérant. Il l'invite, par conséquent, à rayer l'affaire du rôle en vertu de l'article 37 § 1 de la Convention, la poursuite de l'examen de l'affaire ne se justifiant plus.

34. Le requérant rétorque que s'il est vrai qu'entre la mère de l'enfant et lui existent des tensions, il souhaite néanmoins garder le contact avec son enfant, ce qui ne peut se faire qu'au domicile de celui-ci en Allemagne. Par ailleurs, il n'a pas quitté l'Allemagne de son plein gré.

35. Le gouvernement turc ne s'est pas prononcé.

B. Appréciation de la Cour

1. Existence d'une ingérence

36. La Cour rappelle que la Convention ne garantit, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un pays déterminé. Toutefois, exclure une personne d'un pays où vivent ses parents proches peut constituer une ingérence dans le droit au respect de la vie familiale, tel que protégé par l'article 8 § 1 de la Convention [REDACTED].
c. Belgique, arrêt du 18 février 1991, série A n° 193, p. 18, § 16).

37. Elle rappelle aussi que pour examiner la question de savoir si le requérant avait une vie familiale au sens de l'article 8, elle se place à l'époque à laquelle la mesure d'interdiction du territoire est devenue définitive (arrêts [REDACTED] c. France du 29 janvier 1997, Recueil 1997-I, p. 63, § 41, et [REDACTED] c. France du 26 septembre 1997, Recueil 1997-VI, p. 1990, § 33).

38. En l'occurrence, le requérant, un ressortissant turc, a un enfant avec une ressortissante allemande. La Cour note que la mesure d'expulsion est devenue définitive, au sens de sa jurisprudence, le 29 octobre 1999, date de la décision de la Cour constitutionnelle fédérale de ne pas retenir le recours constitutionnel du requérant. Son expulsion a dès lors constitué une ingérence dans l'exercice par l'intéressé de son droit au respect de sa vie familiale, au sens de l'article 8 § 1 de la Convention.

2. Justification de l'ingérence

39. Pareille ingérence enfreint la Convention si elle ne remplit pas les exigences du paragraphe 2 de l'article 8. Il faut donc rechercher si elle était « prévue par la loi », inspirée par un ou plusieurs buts légitimes au regard dudit paragraphe, et « nécessaire, dans une société démocratique ».

a) « Prévue par la loi »

40. Il n'est pas contesté que l'expulsion et l'interdiction du territoire définitive du territoire allemand prononcées à l'encontre du requérant se fondaient sur l'article 47 §§ 1 et 3 de la loi sur les étrangers (voir paragraphes 26-28 ci-dessus).

b) But légitime

41. Il n'est pas davantage controversé que l'ingérence en cause visait des fins pleinement compatibles avec la Convention, à savoir « la défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales ».

c) « Nécessaire », « dans une société démocratique »

42. La Cour rappelle qu'il incombe aux Etats contractants d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de leur droit de contrôler, en vertu d'un principe de droit international bien établi et sans préjudice des engagements découlant pour eux des traités, l'entrée et le séjour des non-nationaux. A ce titre, ils ont la faculté d'expulser les délinquants parmi ceux-ci. Toutefois, leurs décisions en la matière, dans la mesure où elles porteraient atteinte à un droit protégé par le paragraphe 1 de l'article 8, doivent se révéler nécessaires, dans une société démocratique, c'est-à-dire justifiées par un besoin social impérieux et, notamment proportionnées au but légitime poursuivi ([REDACTED] c. Danemark, n° 56811/00, 11 juillet 2002, CEDH 2002-..., § 33; [REDACTED] c. Suisse, n° 54273/00, 2 août 2001, CEDH 2001-..., § 46, [REDACTED] c. Allemagne (déc.), n° 43359/98, 4 octobre 2001).

43. Aussi la tâche de la Cour consiste-t-elle à déterminer si le refus de renouveler l'autorisation de séjour du requérant en l'espèce a respecté un juste équilibre entre les intérêts en présence, à savoir, d'une part, le droit de l'intéressé au respect de sa vie familiale, et, d'autre part, la protection de l'ordre public et la prévention des infractions pénales.

44. En ce qui concerne la situation familiale du requérant, la Cour constate que le requérant est un immigré dit de la « deuxième génération ». En effet, il est né en Allemagne, y a fait toute sa scolarité et bénéficiait d'un permis de séjour illimité au moment où la mesure d'expulsion fut arrêtée. La Cour note que le requérant est père d'un enfant issu d'une relation avec une ressortissante allemande. Par ailleurs, ses parents et ses deux sœurs y vivent. A cet égard, la Cour rappelle que les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ([REDACTED] c. France, n° 47160/99, 13 février 2001, CEDH 2001-..., § 34, et [REDACTED] c. Pays-Bas (déc.), n° 31519/96, 7 novembre 2000, non publiée). En ce qui concerne les attaches du requérant avec son pays d'origine, la Cour note au demeurant que celui-ci n'a qu'une grand-mère en Turquie dont le mari est décédé en 1999 et qu'il ne s'y est rendu que pour quelques séjours de vacances.

45. La Cour relève qu'entre-temps la relation du requérant avec la mère de l'enfant semble avoir cessé d'exister ; le requérant parle de tensions entre les deux à ce sujet. Elle rappelle cependant qu'elle est appelée à examiner la situation du requérant au moment où la mesure d'expulsion est devenue définitive (paragraphe 37 ci-dessus). Sa tâche consiste à constater si ou non les autorités nationales ont dûment pris en considération la situation

familiale du requérant à ce moment précis sans avoir regard à des circonstances survenues ultérieurement [REDACTED] Autriche, n° 37295/97, 31 octobre 2002, CEDH 2002-..., § 44).

46. Pour ce qui est de la gravité des infractions commises par le requérant, la Cour note que le requérant était relativement jeune (19 et 20 ans) à l'époque des faits qui étaient à l'origine de ses condamnations et qu'il a encouru une peine globale de trois ans ; par ailleurs, il a été relâché après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Elle relève au demeurant que le requérant n'a pas été condamné pour des délits de stupéfiants, un domaine où la Cour conçoit que les Etats contractants fassent preuve d'une grande fermeté à l'égard de ceux qui contribuent à la propagation de ce fléau (arrêts [REDACTED] c. Belgique du 7 août 1996, Recueil 1996-III, p. 924, § 35, [REDACTED] c. France du 19 février 1998, Recueil 1998-I, p. 92, § 54, et [REDACTED] c. France, n° 34374/97, 30 novembre 1999, CEDH 1999-VIII, § 48 *in fine*, et [REDACTED] c. Allemagne (déc.), n° 35112/97, 13 janvier 2000).

47. Le Gouvernement soutient qu'une limitation de l'interdiction du territoire peut être obtenue sur demande dans le cadre d'une propre procédure administrative sous contrôle du juge administratif. Il fait état de l'absence d'une telle demande par le requérant. La Cour note en effet que, aux termes de l'article 8 § 2 de la loi sur les étrangers, les autorités administratives, en règle générale, limitent dans le temps une mesure d'expulsion ou de refoulement, si l'étranger le demande. La nécessité pour l'intéressé de faire une telle demande a été insérée dans la loi sur les étrangers en vigueur depuis le 1er janvier 1991. La Cour relève que dans sa décision du 4 septembre 1998, l'autorité administrative a estimé nécessaire de limiter la durée de l'interdiction du territoire à sept ans. Par la suite, l'autorité administrative de recours a annulé cette décision au motif que le requérant n'avait pas fait de demande en ce sens ; par ailleurs le requérant n'avait probablement pas le droit de demander une limitation de l'interdiction pour le moment. Quant aux juridictions administratives, elles confirmèrent ce raisonnement.

48. La Cour considère que la mesure d'expulsion du requérant n'était pas en soi disproportionnée aux buts légitimes poursuivis par les autorités nationales. Cependant, le fait qu'elle a été arrêtée sans l'assortir d'une limitation dans le temps s'analyse en une ingérence disproportionnée, compte tenu des circonstances de l'espèce, à savoir, d'une part, la situation familiale du requérant, en particulier la naissance de son fils en février 1999 ainsi que le jeune âge de celui-ci (voir les arrêts [REDACTED] c. Pays-Bas du 21 juin 1988, série A n° 138, p. 16, § 29, et [REDACTED] c. France du 26 septembre 1997, Recueil 1997-VI, p. 1972, § 37 *in fine*) et, d'autre part le fait qu'il bénéficiait d'un titre de séjour illimité en Allemagne au moment où la mesure d'expulsion fut arrêtée (voir, *a contrario*, [REDACTED] c. Autriche, n° 36757/97, 6 février 2003, § 28).

49. Au vu de ce qui précède, la Cour est d'avis que l'expulsion du requérant combiné avec l'interdiction illimitée du territoire allemand constituait une mesure disproportionnée aux buts légitimes poursuivis. Il y a donc eu violation de l'article 8 de la Convention.

II. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

50. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

51. Le requérant réclame la somme globale de 50 000 euros (EUR) sans préciser la nature du dommage.

52. Le Gouvernement ne s'est pas prononcé à ce sujet.

53. La Cour considère que le requérant a subi un dommage moral certain. Statuant en équité, comme le veut l'article 41 de la Convention, elle lui octroie la somme de 3 000 euros (EUR) à ce titre.

B. Frais et dépens

54. Le requérant n'a pas fait de demande à ce titre, mais s'est limité à réclamer la somme globale de 50 000 EUR (voir paragraphe 51 ci-dessus). La Cour estime donc qu'il n'y a pas lieu d'octroyer de somme au titre des frais et dépens.

C. Intérêts moratoires

55. La Cour juge approprié de baser le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Dit qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention ;*
2. *Dit*
 - a) que l'Etat défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, 3 000 EUR (trois mille euros) pour dommage moral, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ce montant sera à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
3. *Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.*

Fait en français, puis communiqué par écrit le 17 avril 2003 en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement.

Mark VILLIGER
Greffier adjoint

Ireneu CABRAL BARRETO
Président

M 5485

Nichtamtliche Übersetzung aus dem Französischen

zu Az.: IV M - 9470/2 - 4 E (2017)- 6 A 23/2000

EUROPARAT

EUROPÄISCHER GERICHTSHOF FÜR MENSCHENRECHTE

DRITTE SEKTION

RECHTSSACHE █████ GEGEN DEUTSCHLAND

(Individualbeschwerde Nr. 52853/99)

URTEIL

STRASSBURG

17. April 2003

Dieses Urteil wird unter den in Artikel 44 Absatz 2 der Konvention aufgeführten Bedingungen endgültig. Es wird gegebenenfalls noch redaktionell überarbeitet.

In der Rechtssache [REDACTED] v. Deutschland

Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte (Dritte Sektion), der am 27. März 2003 als Kammer zusammengetreten ist, die sich aus folgenden Richtern zusammensetzt

Herrn I. CABRAL BARRETO, *Präsident*,

Herrn G. RESS,

Herrn L. CAFLISCH,

Herrn P. KURIS

Herrn R. TÜRMEN,

Herrn B. ZUPANČIČ,

Herrn K. TRAJA,

sowie dem *Stellvertretenden Sektionskanzler*, Herrn M. VILLIGER,

nach Beratung in nichtöffentlicher Sitzung am 16. Mai 2002 und am 27. März 2003

erlässt das folgende Urteil, das an diesem letztgenannten Tag angenommen worden ist:

VERFAHREN

1. Dem Fall liegt eine gegen die Bundesrepublik Deutschland gerichtete Beschwerde (Nr. 52853/99) zugrunde, die der türkische Staatsangehörige [REDACTED] ("der Beschwerdeführer") beim Gerichtshof aufgrund des Artikels 34 der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten ("die Konvention") am 11. Oktober 1999 erhoben hatte.
2. Der Beschwerdeführer wird vor dem Gerichtshof von Rechtsanwalt Eberhard Bofinger aus Augsburg vertreten. Die deutsche Regierung ("die Regierung") wurde von ihrem Verfahrensbevollmächtigten, Herrn Klaus Stoltenberg, *Ministerialdirigent* im Bundesministerium der Justiz, vertreten.
3. Der Beschwerdeführer behauptet, dass seine Ausweisung aus dem deutschen Hoheitsgebiet Artikel 8 Abs. 1 der Konvention verletzt habe.
4. Die Beschwerde ist der Vierten Sektion des Gerichtshofs zugewiesen worden (Artikel 52 Abs. 1 der Verfahrensordnung). In dieser Sektion ist die für die Prüfung der Rechtssache vorgesehene Kammer (Artikel 27 Abs. 1 der Konvention) gemäß Artikel 26 Abs. 1 der Verfahrensordnung gebildet worden.
5. Am 25. November 1999 hat der Präsident der Kammer (Vierte Sektion) beschlossen, Artikel 39 der Verfahrensordnung nicht anzuwenden.
6. Am 1. November 2001 hat der Gerichtshof die Zusammensetzung seiner Sektionen (Artikel 25 Abs. 1 der Verfahrensordnung) geändert. Diese Beschwerde ist der so umgebildeten Dritten Sektion zugewiesen worden (Artikel 52 Abs. 1).
7. Mit Entscheidung vom 16. Mai 2002 hat der Gerichtshof die Beschwerde für zulässig erklärt.

8. Sowohl der Beschwerdeführer als auch die Regierung haben schriftliche Stellungnahmen zur Begründetheit der Rechtssache vorgelegt (Artikel 59 Abs. 1 der Verfahrensordnung).

9. Die türkische Regierung, die aufgefordert worden war, zur Zulässigkeit der Beschwerde Stellung zu nehmen (Artikel 61 Abs. 1 der Verfahrensordnung), hat sich nicht geäußert.

SACHVERHALT

I. DIE UMSTÄNDE DES FALLES

10. Seit seiner Geburt am [REDACTED] 1976 in [REDACTED] in Deutschland hat der Beschwerdeführer immer bei seinen Eltern, die sich 1973 bzw. 1974 dort niedergelassen hatten, und seinen beiden Schwestern, die 1971 in [REDACTED] bzw. 1977 in [REDACTED] geboren wurden, gewohnt. Seine Eltern und seine beiden Schwestern sind Inhaber einer Aufenthaltsberechtigung in Deutschland.

11. Nach dem Besuch der Schule in [REDACTED] absolvierte der Beschwerdeführer vom 1. September 1991 bis zum 31. August 1993 eine Ausbildung als Verkäufer. Kurze Zeit später fand er in [REDACTED] eine Anstellung.

12. Am 23. April 1992 erhielt er eine unbefristete Aufenthaltserlaubnis.

13. Am 18. September 1995 verurteilte ihn das Jugendschöffengericht Kaufbeuren wegen gemeinschaftlichen Diebstahls im besonders schweren Fall zu zwei Wochen Dauerarrest. Die Straftaten waren im April desselben Jahres begangen worden.

14. Am 20. August 1996 verurteilte das Jugendschöffengericht Kempten den Beschwerdeführer wegen schweren Bandendiebstahls in vier Fällen und Verabredung eines Verbrechens des schweren Raubs und versuchter Bestimmung zu einem Verbrechen des schweren Raubs zu 1 Jahr und 10 Monaten Freiheitsstrafe mit Bewährung. Die Straftaten waren im Dezember 1995 begangen worden.

15. Am 26. September 1996 wies das Landratsamt Ostallgäu den Beschwerdeführer auf die drohende Abschiebung aufgrund der ausländerrechtlichen Verwarnung vom 20. August 1996 hin und erklärte, dass es keine Abschiebung anordnen würde, wenn er keine weiteren Straftaten begehen würde.

16. Am 21. November 1996 verurteilte das Jugendschöffengericht Neu-Ulm den Beschwerdeführer wegen gefährlicher Körperverletzung und gemeinschaftlicher sexueller Nötigung unter Einbeziehung der am 20. August 1996 verhängten Strafe zu einer Freiheitsstrafe von drei Jahren. Die Straftaten waren am 2. Juli 1996 unter Häftlingen begangen worden, als

sich der Beschwerdeführer wegen der Diebstähle, die zu seiner Verurteilung am 20. August 1996 geführt hatten, in Untersuchungshaft befand.

17. Der Beschwerdeführer wurde Anfang 1996 inhaftiert und anschließend am 18. Dezember 1997 freigelassen, nachdem er zwei Drittel seiner Strafe verbüßt hatte. Er fand danach in [REDACTED] einen Arbeitsplatz.

18. Am 4. September 1998 unterrichtete das Landratsamt den Beschwerdeführer darüber, dass er Deutschland vor dem 15. Oktober 1998 zu verlassen habe, da er andernfalls ohne weiteren Hinweis in die Türkei abgeschoben würde. Es erteilte ferner aus schwerwiegenden Gründen der öffentlichen Sicherheit und Ordnung ein Aufenthaltsverbot für einen Zeitraum von 7 Jahren, gerechnet ab dem Zeitpunkt der tatsächlichen Ausreise des Beschwerdeführers. Das Landratsamt vertrat die Auffassung, dass die Regelausweisung des Beschwerdeführers aufgrund der Schwere seiner letzten Verurteilung geboten sei; eine Ausnahme hiervon sei gemäß § 47 Abs. 1 und 3 des Ausländergesetzes (siehe unten Nr. 29) nur aufgrund besonderer Umstände möglich. Solche Umstände seien im vorliegenden Fall nicht gegeben. Einerseits sei es wahrscheinlich, dass der Beschwerdeführer bei seiner Integration in der Türkei auf gewisse Schwierigkeiten stoße, es sich jedoch um eine Folge handele, die der Beschwerdeführer im Hinblick auf die begangenen Straftaten hinnehmen müsse. Zudem befindet er sich in einem Alter, in dem er diese Schwierigkeiten überwinden könne. Außerdem sei er als Wiederholungstäter einzustufen und stelle in dieser Eigenschaft eine wirkliche Gefahr für die Gesellschaft dar. Schließlich würden seine Beziehung mit einer jungen deutschen Frau und die Tatsache, dass diese ein Kind vom Beschwerdeführer erwarte, auch keinen Verzicht auf die Ausweisung rechtfertigen, da einerseits die fragliche Schwangerschaft nicht ärztlich bescheinigt gewesen sei und andererseits sich der Schutz aus Artikel 6 des Grundgesetzes, der das Recht auf Achtung des Familienlebens schütze, nicht auf ein einfaches Verlöbnis erstrecke. Im Übrigen sei der Beschwerdeführer diese Verbindung in Kenntnis der drohenden Ausweisung eingegangen.

19. Mit Bescheid vom 12. November 1998 bestätigte die Regierung von Schwaben auf den Widerspruch des Beschwerdeführers hin den ergangenen Bescheid. Sie war der Meinung, dass sich der Beschwerdeführer als Wiederholungstäter erwiesen habe, der vor der Anwendung von brutaler Gewalt nicht zurückschrecke, wie seine letzte Verurteilung wegen der zudem während der Untersuchungshaft begangenen Taten gezeigt habe. Er bedeute folglich eine solche Gefahr für die Gesellschaft, dass deren Schutz über anderen Erwägungen im Zusammenhang mit der persönlichen Situation des Betroffenen stehen müsse. Hierbei stellte die Regierung von Schwaben fest, dass der Beschwerdeführer nicht mit seiner Lebensgefährtin verheiratet ist, dass bei einem Alter von 22 Jahren erwartet werden könne, dass er sich in der Türkei eine neue Existenz aufbaut, dass nichts seine Lebensgefährtin daran hindere, sich mit ihm in der Türkei niederzulassen und dass die möglicherweise auf-

tretenden kulturellen Schwierigkeiten zwar unvermeidbar, jedoch hinzunehmen seien. Aus der Rechtsprechung der obersten Verwaltungsgerichte im Zusammenhang mit Artikel 8 der Konvention gehe hervor, dass der Schutz dieser Bestimmung nicht über den des Artikels 6 Abs. 1 des Grundgesetzes hinausgehe, der einer Ausweisung nicht entgegenstehe. Im Übrigen sei angesichts einer steigenden Kriminalität von Ausländern die Ausweisung mit ihrem generalpräventiven Charakter nicht unverhältnismäßig. Die Regierung von Schwaben erteilte außerdem ein unbefristetes Aufenthaltsverbot mit der Begründung, dass eine Befristung des Aufenthaltsverbots nur auf Antrag des Betroffenen gewährt werden könne. Im Übrigen rechtfertige im vorlegenden Fall nichts, eine solche Befristung ab diesem Zeitpunkt auszusprechen.

20. Seit dem 1. Januar 1999 lebte der Beschwerdeführer mit seiner Lebensgefährtin, einer deutschen Staatsangehörigen, in einer Wohnung im Haus seiner Eltern. Am 23. Februar 1999 ging aus dieser Verbindung ein Sohn hervor; der Beschwerdeführer erkannte seine Vaterschaft an.

21. Am 20. April 1999 bestätigte das Verwaltungsgericht Augsburg im Wesentlichen die Ausweisung des Beschwerdeführers und die zu diesem Zweck von der Regierung von Schwaben angeführten Gründe. In Bezug auf das Kind des Beschwerdeführers fügte es hinzu, dass dessen Existenz die ergangene Entscheidung nicht ändern könne, vor allem angesichts der Schwere der von dem Beschwerdeführer begangenen Straftaten. Außerdem würde die zeitweise Trennung des Beschwerdeführers von seinem Kind dem Kind insofern keinen materiellen Schaden zufügen, als die Mutter des Kindes arbeite und die Eltern des Beschwerdeführers sie unterstützten. Im Übrigen habe der Beschwerdeführer zu der Zeit, als die Beziehung zwischen ihm und seiner Lebensgefährtin begann und das Kind gezeugt wurde, schon damit rechnen müssen, dass angesichts seiner neuen Verurteilung im November 1996 seine Ausweisung verfügt würde. Das Gericht war der Auffassung, dass bei der Festsetzung der Dauer des Aufenthaltsverbots gemäß § 8 Abs. 2 des Ausländergesetzes (siehe unten Nr. 27) die Umstände zugunsten des Beschwerdeführers, nämlich die Existenz eines Kindes deutscher Staatsangehörigkeit, regelmäßige Arbeit des Betroffenen, seine Verwurzelung in Deutschland, zu berücksichtigen seien. Ein dahingehender Antrag sei nicht gestellt worden, als die Verwaltungsbehörde ihren Bescheid erlassen habe und sei außerdem erst nach einer gewissen Wartefrist sinnvoll.

22. Am 7. September 1999 lehnte der Bayerische Verwaltungsgerichtshof den Antrag des Beschwerdeführers auf Zulassung der Berufung gegen das Urteil vom 20. April 1999 ab. Er war der Auffassung, dass die gesetzlichen Voraussetzung für eine Berufung nicht vorlägen, insbesondere aufgrund der Tatsache, dass das Urteil vom 20. April 1999 nicht von der Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts abweiche.

23. Am 23. September 1999 teilte das Landratsamt dem Beschwerdeführer mit, dass er bis zum 10. Oktober 1999 Zeit habe, das deutsche Hoheitsgebiet freiwillig zu verlassen; andernfalls werde er ohne zusätzliche Ankündigung abgeschoben.

24. Am 29. Oktober 1999 entschied das Bundesverfassungsgericht durch eine mit drei Richtern besetzte Kammer, die Verfassungbeschwerde des Beschwerdeführers nicht zur Entscheidung anzunehmen, weil sie keine hinreichende Aussicht auf Erfolg habe.

25. Am 7. März 2000 verließ der Beschwerdeführer Deutschland und reiste in die Türkei.

26. Am 15. Juni 2000 teilte das Landratsamt Ostallgäu dem Beschwerdeführer mit, dass es angesichts der Tatsache, dass er sich seit drei Monaten in der Türkei befände, im Augenblick die Erteilung einer Erlaubnis zum kurzfristigen Betreten (des Bundesgebiets), um sein Kind zu besuchen, ablehne, da gemäß § 9 Abs. 3 des Ausländergesetzes weder ein zwingender Grund vorliegen noch die Versagung der Erlaubnis eine unbillige Härte bedeuten würde (siehe unten Nr. 28). Es stellte außerdem fest, dass die Behörden, die die Ausweisung angeordnet hatten und von den Verwaltungsgerichten bestätigt wurden, der Familien situation des Beschwerdeführers gebührend Rechnung getragen hätten und dass diese bei der zu gegebener Zeit ergehenden Entscheidung über die Befristung des Aufenthaltsverbots berücksichtigt werden müsste. Eine Ausnahme sei nur zulässig, wenn ein Gericht die Anwesenheit des Beschwerdeführers im deutschen Hoheitsgebiet für unbedingt notwendig hielte oder nach Ablauf von zwölf Monaten nach seiner Ausreise.

II. DAS EINSCHLÄGIGE INNERSTAATLICHE RECHT UND DIE EINSCHLÄGIGE INNERSTAATLICHE PRAXIS

27. § 8 Abs. 2 des Ausländergesetzes vom 9. Juli 1990 (Bundesgesetzblatt I, S. 1354) bestimmt insbesondere, dass ein Ausländer, der ausgewiesen oder abgeschoben worden ist, nicht erneut ins Bundesgebiet einreisen und sich darin aufhalten darf. Auf Antrag wird die Wirkung einer solchen Maßnahme in der Regel befristet.

Der Begriff „auf Antrag“ wurde 1990 in § 8 Abs. 2 des Ausländergesetzes eingefügt, während er in der entsprechenden Bestimmung (§ 15) des früheren, bis zum 31. Dezember 1990 gültigen Ausländergesetzes fehlte. Einigen Verfassern zufolge, die anerkennen, dass grundsätzlich ein Antrag seitens des Ausländers vorliegen muss, damit die Verwaltungsbehörden das Aufenthaltsverbot aufgrund einer Ausweisungs- oder Abschiebungsmäßnahme befristen können, ist es nicht ausgeschlossen, dass diese von Amts wegen die Frage prüfen, ob eine Befristung in einem Einzelfall geboten ist (s. beispielsweise Günter Renner – *Ausländerrecht*, 7. Aufl. 1999, § 8 Nr. 17, und Kay Hailbronner – *Ausländerrecht*, Band 1, 31. Neuauflage August 2002, § 8 Nr. 48). Sie verweisen insbesondere auf ein Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 18. Juli 1979 (Az. 1 BvR 650/77) und ein Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 31. März 1981 (Az. 1 B 853/80).

Im Allgemeinen erfolgt die Befristung einer Ausweisungs- oder Abschiebungsmaßnahme nur, wenn die von diesen Maßnahmen verfolgten Ziele erreicht worden sind. In der Praxis, vor allem wenn es sich um eine Ausweisung infolge strafrechtlicher Verurteilung handelt, sollte eine gewisse Zeit abgewartet werden, bevor ein Antrag auf Festsetzung einer Frist gestellt wird. Die Verwaltungsgerichtsbarkeit schließt nicht aus, dass eine solche Befristung gleichzeitig mit einer Ausweisungs- oder Abschiebungsmaßnahme einhergehen kann (siehe beispielsweise die Urteile des Bundesverwaltungsgerichts vom 11. August 2000, Az. 1 C 5/00, des Oberverwaltungsgerichts Baden-Württemberg (20. Februar 2002, Az. 11 S 2734/01) und des Oberverwaltungsgerichts Bremen (28. September 1995, Az. 1 B 55/95), und die Urteile des Verwaltungsgerichts Karlsruhe vom 19. Februar 2002, Az. 11 K 1914/01 und 11 K 2455/01).

28. § 9 Abs. 3 des Ausländergesetzes sieht vor, dass einem Ausländer ausnahmsweise vor Ablauf der nach § 8 Abs. 2 dieses Gesetzes bestimmten Frist erlaubt werden kann, das Bundesgebiet kurzfristig zu betreten, wenn zwingende Gründe seine Anwesenheit erfordern oder die Versagung der Erlaubnis eine unbillige Härte bedeuten würde.

29. § 47 Abs. 1 Ausländergesetz lautet wie folgt:

„Ein Ausländer wird ausgewiesen, wenn er

1. (...) wegen vorsätzlicher Straftaten innerhalb von fünf Jahren zu mehreren Freiheits- oder Jugendstrafen von zusammen mindestens drei Jahren (...) verurteilt worden ist (...)"

§ 47 Abs. 3 lautet wie folgt:

„Ein Ausländer, der nach § 48 Abs. 1 erhöhten Ausweisungsschutz genießt, wird in den Fällen des Absatzes 1 in der Regel ausgewiesen. (...)"

§ 48 des Ausländergesetzes bestimmt, dass ein Ausländer, der eine Aufenthaltsberechtigung, eine unbefristete Aufenthaltserlaubnis besitzt, der mit einem deutschen Staatsangehörigen in ehelicher Lebensgemeinschaft lebt oder als Asylberechtigter anerkannt ist, nur aus schwerwiegenden Gründen der öffentlichen Sicherheit und Ordnung, wie in den Fällen des § 47 Abs. 1 aufgeführt, ausgewiesen werden kann.

RECHTLICHE WÜRDIGUNG

I. DIE BEHAUPTETE VERLETZUNG DES ARTIKELS 8 ABS. 1 DER KONVENTION

30. Der Beschwerdeführer ist der Meinung, dass seine Ausweisung in die Türkei und das unbefristete Aufenthaltsverbot sein Recht auf Achtung seines Familienlebens verletzen. Er beruft sich auf Artikel 8 der Konvention, der folgendes bestimmt:

- "(1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.
- (2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer."

A. Vorbringen der Parteien

31. Nach Auffassung der Regierung ist die streitige Maßnahme angesichts der Schwere der von dem Beschwerdeführer begangenen Straftaten, der Tatsache, dass er Wiederholungstäter sei, und der tatsächlichen Gefahr, dass er weitere Straftaten begeht, gerechtfertigt gewesen. Hierzu hebt die Regierung hervor, dass ihn weder seine geordneten Lebensverhältnisse in Deutschland noch seine Untersuchungshaft daran gehindert hätten, erneut strafrechtlich verurteilt zu werden. In Bezug auf seine Familiensituation in Deutschland weist die Regierung darauf hin, dass die Behörden die auf dem Spiel stehenden Interessen gebührend gewürdigt hätten, bevor sie dem Beschwerdeführer aufgegeben hätten, das deutsche Hoheitsgebiet zu verlassen. In diesem Zusammenhang macht sie darauf aufmerksam, dass der Beschwerdeführer im Zeitpunkt der streitgegenständlichen Entscheidung volljährig gewesen sei, die türkische Sprache spreche, häufig Urlaub in der Türkei verbracht habe, dass seine Großeltern dort lebten und weder seine Eltern noch er selbst einen Einbürgerungsantrag gestellt hätten, obwohl sie einen Anspruch darauf gehabt hätten, und dass er die Beziehung zu seiner Lebensgefährtin und Mutter seines Kindes im Januar 1998 eingegangen sei, d.h. zu einem Zeitpunkt, als er bereits wusste, dass er das deutsche Hoheitsgebiet verlassen sollte. Im Hinblick auf die Umstände, die zugunsten des Beschwerdeführers sprechen, insbesondere die Tatsache, dass er in Deutschland geboren und aufgewachsen ist, und dass seine Eltern und Schwestern dort leben, vertritt die Regierung die Auffassung, dass die Maßnahme

Umstände eher bei der Festsetzung der Dauer des Aufenthaltsverbots zu berücksichtigen seien. Eine Befristung des Verbots könne auf Antrag im Rahmen eines eigenen Verwaltungsverfahrens erwirkt werden, das einer verwaltungsgerichtlichen Überprüfung unterliegt. Die Regierung weist darauf hin, dass der Beschwerdeführer einen solchen Antrag bisher nicht gestellt hat und er im Übrigen gemäß § 9 Abs. 3 des Ausländergesetzes (siehe oben Nr. 28) eine Erlaubnis zum kurzfristigen Betreten (des Bundesgebiets) beantragen könne, um sein Kind zu besuchen.

32. Der Beschwerdeführer erwidert, dass er in Deutschland geboren sei, dass er immer dort gelebt habe und dass er dort seine Schulabschlüsse gemacht habe. Aus diesem Grund habe er nahezu keine Bindung an die Türkei. Er spreche zwar türkisch, kenne das Land jedoch praktisch nicht, in dem er sich seit 1989 insgesamt nur vier Wochen aufgehalten habe und wo er seinen Urlaub bis dahin nur alle zwei Jahre verbracht habe. Mit Ausnahme seiner Großmutter mütterlicherseits, deren Ehemann im Dezember 1999 verstorben sei, lebe seine gesamte Familie in Deutschland. Im Hinblick auf seine strafrechtlichen Verurteilungen, denen überdies keine Verstöße gegen das Betäubungsmittelgesetz zugrunde lägen, hebt der Beschwerdeführer hervor, dass seine dreijährige Freiheitsstrafe sicherlich nicht unbedeutend gewesen sei, dass jedoch die Beschwerdeführer in den Sachen [REDACTED]

/. Frankreich (Urteil vom 26. März 1992, Serie A, Band 234-A, Urteil vom 13. Juli 1995, Serie A, Band 320-B; bzw. Urteil vom 26. September 1997, *Urteils- und Entscheidungssammlung 1997-VI*), in denen der Gerichtshof eine Verletzung des Artikels 8 der Konvention festgestellt habe, zu sehr viel schwereren Strafen verurteilt worden seien. In Bezug auf die Möglichkeit, einen Antrag auf Befristung der Dauer des Aufenthaltsverbots zu stellen, erwidert der Beschwerdeführer, dass einerseits die Regierung von Schwaben mit ihrem Bescheid vom 12. November 1998 nicht nur ein unbefristetes Aufenthaltsverbot verhängt habe, sondern hinzugefügt habe, dass der Beschwerdeführer angesichts der Umstände wahrscheinlich nicht das Recht habe, im Augenblick eine Befristung des Aufenthaltsverbots zu beantragen. Der Beschwerdeführer behauptet, dass er der Verwaltungspraxis zufolge einen solchen Befristungsantrag erst nach Löschung der seiner Ausweisung zugrunde liegenden Verurteilungen im Bundeszentralregister stellen könne, was in seinem Fall eine Wartezeit von 15 Jahren bedeuten würde. In Bezug auf die Möglichkeit, gemäß § 9 Abs. 3 des Ausländergesetzes eine Erlaubnis zum kurzfristigen Betreten (des Bundesgebiets) zu beantragen, weist der Beschwerdeführer darauf hin, dass eine solche Erlaubnis nur erteilt werde, wenn sich die Anwesenheit des Betroffenen vor einem Gericht oder einer Verwaltung oder bei einem Familienereignis als notwendig erweisen würde. Zur Frage der Einbürgerung führt der Beschwerdeführer aus, dass ein solcher Antrag mit der Einleitung des ersten Ermittlungsverfahrens gegen den Beschwerdeführer ausgesetzt worden wäre. Er hebt hervor, dass seine Bezie-

hung zu seiner Lebensgefährtin ernsthaft sei und dass sie begonnen habe, bevor der Bescheid des Landratsamtes am 4. September 1998 ergangen sei.

33. In ihrer ergänzenden Stellungnahme vom 21. Mai 2002 teilt die Regierung mit, dass der Beschwerdeführer freiwillig aus Deutschland ausgereist sei und bislang keinen Antrag auf Befristung des Aufenthaltsverbots gestellt habe. Sie weist den Gerichtshof ferner darauf hin, dass sich die Mutter des Kindes des Beschwerdeführers einem anderen Mann zugewandt habe und an dem Beschwerdeführer nicht mehr interessiert sei. Sie beantragt infolgedessen, die Sache nach Artikel 37 Abs. 1 der Konvention aus dem Register zu streichen, da die weitere Prüfung der Sache nicht mehr gerechtfertigt sei.

34. Der Beschwerdeführer erwidert, dass zwar das Verhältnis zwischen ihm und der Kindesmutter gespannt sei, er aber dennoch den Kontakt zu seinem Kind wünsche, was nur an dessen Wohnsitz in Deutschland möglich sei. Außerdem habe er Deutschland nicht freiwillig verlassen.

35. Die türkische Regierung hat sich nicht geäußert.

B. Entscheidung des Gerichtshofs

1. Vorliegen eines Eingriffs

36. Der Gerichtshof erinnert daran, dass die Konvention einem Ausländer ein Recht als solches, in das Hoheitsgebiet eines bestimmten Landes einzureisen oder sich dort aufzuhalten, nicht garantiert. Jedoch kann die Ausweisung einer Person aus einem Land, in dem seine nächsten Verwandten wohnen, einen Eingriff in das in Artikel 8 Abs. 1 der Konvention verankerte Recht auf Achtung des Familienlebens darstellen ([redacted] / Belgien, Urteil vom 18. Februar 1991, Serie A, Band 193, S. 18, Nr. 16).

37. Er weist auch darauf hin, dass er sich für die Prüfung der Frage, ob der Beschwerdeführer ein Familienleben im Sinne des Artikels 8 führte, in die Zeit versetzt, als das Aufenthaltsverbot rechtskräftig geworden ist (Urteil [redacted] / Frankreich vom 29. Januar 1997, Sammlung 1997-I, S. 63, Nr. 41, und Urteil [redacted] / Frankreich vom 26. September 1997, Sammlung 1997-VI, S. 1990, Nr. 33).

38. Im vorliegenden Fall hat der Beschwerdeführer, ein türkischer Staatsangehöriger, ein Kind mit einer deutschen Staatsangehörigen. Der Gerichtshof stellt fest, dass die Ausweisungsmaßnahme im Sinne seiner Rechtsprechung am 29. Oktober 1999 rechtskräftig geworden ist, d.h. an dem Tag, an dem das Bundesverfassungsgericht beschlossen hat, die Verfassungsbeschwerde des Beschwerdeführers nicht zur Entscheidung anzunehmen. Seine Ausweisung hat folglich einen Eingriff in die Ausübung seines Rechts auf Achtung des Familienlebens im Sinne des Artikels 8 Abs. 1 der Konvention bedeutet.

2. Rechtfertigung des Eingriffs

39. Ein solcher Eingriff verletzt die Konvention, wenn er nicht die Erfordernisse des Artikels 8 Abs. 2 erfüllt. Es ist daher zu ergründen, ob er „gesetzlich vorgesehen“ war, ihm ein oder mehrere legitime Ziele gemäß Abs. 2 zugrunde lagen, und er „in einer demokratischen Gesellschaft notwendig“ war.

a) „Gesetzlich vorgesehen“

40. Es ist umstritten, dass sich die Ausweisung und das endgültige Aufenthaltsverbot in Bezug auf das deutsche Hoheitsgebiet, die gegen den Beschwerdeführer ausgesprochen wurden, auf § 47 Abs. 1 und 3 des Ausländergesetzes stützten (siehe oben Nrn. 26-28).

b) Legitimes Ziel

41. Es wird auch nicht bestritten, dass der fragliche Eingriff Ziele verfolgte, die in vollem Umfang mit der Konvention vereinbar sind, d.h. „zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten“.

c) „Notwendig in einer demokratischen Gesellschaft“

42. Der Gerichtshof macht darauf aufmerksam, dass es den Vertragsstaaten obliegt, die öffentliche Ordnung zu gewährleisten, insbesondere bei der Ausübung ihres Rechts, aufgrund eines allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsatzes und unbeschadet der sich für sie aus den Verträgen ergebenden Verpflichtungen, die Einreise und den Aufenthalt fremder Staatsangehöriger zu kontrollieren. Zu diesem Zweck haben sie das Recht, die Straftäter unter diesen Personen auszuweisen. Jedoch müssen sich ihre Entscheidungen in diesem Bereich, soweit sie ein durch Artikel 8 Abs. 1 geschütztes Recht beeinträchtigen würden, als in einer demokratischen Gesellschaft notwendig herausstellen, d.h. durch ein herausragendes soziales Bedürfnis gerechtfertigt und insbesondere in Bezug auf das rechtmäßig verfolgte Ziel verhältnismäßig sein ([REDACTED] / Dänemark, Nr. 56811/00, 11. Juli 2002, CEDH 2002-..., Nr. 33, [REDACTED] / Schweiz, Nr. 54273/00, 2. August 2001, CEDH 2001-..., Nr. 46, [REDACTED] / Deutschland (Entsch.), Nr. 43359/98, 4. Oktober 2001).

43. Es ist auch die Aufgabe des Gerichtshofs zu bestimmen, ob die Versagung der Verlängerung der Aufenthaltserlaubnis des Beschwerdeführers im vorliegenden Fall einen gerechten Ausgleich zwischen den vorliegenden Interessen beachtet hat, nämlich einerseits das Recht des Betroffenen auf Achtung seines Familienlebens und andererseits der Schutz der öffentlichen Ordnung und die Verhütung von Straftaten.

44. Im Hinblick auf die Familiensituation des Beschwerdeführers stellt der Gerichtshof fest, dass der Beschwerdeführer ein Einwanderer der sogenannten „zweiten Generation“ ist. Er ist nämlich in Deutschland geboren, hat dort seine gesamte Schulzeit absolviert und

Inhaber einer unbefristeten Aufenthaltserlaubnis, als die Ausweisung verfügt wurde. Der Gerichtshof stellt fest, dass der Beschwerdeführer Vater eines Kindes ist, das aus einer Verbindung mit einer deutschen Staatsangehörigen hervorgegangen ist. Außerdem leben dort seine Eltern und seine beiden Schwestern. In diesem Zusammenhang erinnert der Gerichtshof daran, dass die Beziehungen zwischen Erwachsenen nicht unbedingt in den Genuss des Schutzes nach Artikel 8 der Konvention gelangen, ohne dass nachgewiesen ist, dass zusätzliche Abhängigkeitsaspekte vorliegen, bei denen es sich nicht um die üblichen gefühlsmäßigen Bindungen handelt. [REDACTED] Frankreich, Nr. 47160/99, 13. Februar 2001, CEDH 2001-..., Nr. 34, und [REDACTED] Niederlande (Entsch.), Nr. 31519/96, 7. November 2000, nicht veröffentlicht). Was die Bindungen des Beschwerdeführers an sein Heimatland anbelangt, stellt der Gerichtshof fest, dass dieser nur eine Großmutter in der Türkei hat, deren Ehemann 1999 gestorben ist, und dass er sich dort nur einige Male während seiner Ferien aufgehalten hat.

45. Der Gerichtshof weist darauf hin, dass die Beziehung des Beschwerdeführers mit der Kindesmutter zwischenzeitlich nicht mehr zu bestehen scheint; der Beschwerdeführer spricht in diesem Zusammenhang von Spannungen zwischen den beiden. Er hebt jedoch hervor, dass er die Situation des Beschwerdeführers in dem Zeitpunkt zu prüfen hat, als die Ausweisung rechtskräftig geworden ist (siehe oben Nr. 37). Seine Aufgabe besteht darin festzustellen, ob die nationalen Behörden der Familiensituation des Beschwerdeführers in diesem konkreten Zeitpunkt gebührend Rechnung getragen haben oder nicht, ohne später aufgetretene Umstände zu berücksichtigen. [REDACTED] Österreich, Nr. 37295/97, 31. Oktober 2002, CEDH 2002-..., Nr. 44).

46. In Bezug auf die Schwere der von dem Beschwerdeführer begangenen Straftaten stellt der Gerichtshof fest, dass er verhältnismäßig jung (19 und 20 Jahre) war, als er die Straftaten beging, derentwegen er verurteilt wurde, und dass eine Gesamtstrafe von drei Jahren gegen ihn verhängt worden war; er ist nach Verbüßung von zwei Dritteln seiner Strafe entlassen worden. Er weist im Übrigen darauf hin, dass der Beschwerdeführer nicht wegen Betäubungsmitteldelikten verurteilt wurde, wobei es sich um einen Bereich handelt, bei dem der Gerichtshof Verständnis dafür hat, dass die Vertragsstaaten in Bezug auf diejenigen, die zur Verbreitung dieser Plage beitragen, entschlossen durchgreifen (Urteile [REDACTED] Belgien vom 7. August 1996, Sammlung 1996-III, S. 924, Nr. 35, [REDACTED] Frankreich vom 19. Februar 1998, Sammlung 1998-I, S. 92, Nr. 54, und [REDACTED] Frankreich, Nr. 34374/97, 30. November 1999, CEDH 1999-VIII, Nr. 48 *in fine*, und [REDACTED] Deutschland (Entsch.), Nr. 35112/97, 13. Januar 2000).

47. Die Regierung behauptet, dass eine Befristung des Aufenthaltsverbots auf Antrag im Rahmen eines eigenen Verwaltungsverfahrens erwirkt werden könne, das einer verwaltungsgerichtlichen Überprüfung unterliege. Sie weist darauf hin, dass der Beschwerdeführer

einen solchen Antrag nicht gestellt hat. Der Gerichtshof stellt in der Tat fest, dass die Verwaltungsbehörden nach § 8 Abs. 2 des Ausländergesetzes in der Regel eine Ausweisungs- oder Abschiebungsmaßnahme befristen, wenn es der Ausländer beantragt. Die für den Betroffenen bestehende Notwendigkeit, einen solchen Antrag zu stellen, ist in das am 1. Januar 1991 in Kraft getretene Ausländergesetz aufgenommen worden. Der Gerichtshof stellt heraus, dass die Verwaltungsbehörde in seinem Bescheid vom 4. September 1998 es für erforderlich hielt, die Dauer des Aufenthaltsverbots auf 7 Jahre zu befristen. Anschließend hob die Widerspruchsbehörde diesen Bescheid mit der Begründung auf, der Beschwerdeführer habe keinen Antrag in diesem Sinne gestellt; im Übrigen habe der Beschwerdeführer wahrscheinlich kein Recht, im Augenblick eine Befristung des Aufenthaltsverbots zu beantragen. Die Verwaltungsgerichte bestätigten diese Argumentation.

48. Der Gerichtshof ist der Auffassung, dass die Ausweisung des Beschwerdeführers in Bezug auf die von den nationalen Behörden verfolgten legitimen Ziele an sich nicht unverhältnismäßig gewesen ist. Die Tatsache jedoch, dass sie ohne Befristung verfügt wurde, stellt angesichts der Umstände des vorliegenden Falles, nämlich einerseits der Familiensituation des Beschwerdeführers, insbesondere der Geburt seines Sohnes im Februar 1999 sowie dessen jungen Alters (siehe die Urteile [REDACTED] / Niederlande vom 21. Juni 1988, Serie A, Band 138, S. 16, Nr. 29, und [REDACTED] / Frankreich vom 26. September 1997, Sammlung 1997-VI, S. 1972, Nr. 37 *in fine*), und andererseits der Tatsache, dass er eine unbefristete Aufenthaltserlaubnis besaß, als die Ausweisung verfügt wurde (siehe hingegen [REDACTED] / Österreich, Nr. 36757/97, 6. Februar 2003, Nr. 28), einen unverhältnismäßigen Eingriff dar.

49. Angesichts des zuvor Dargelegten ist der Gerichtshof der Meinung, dass die Ausweisung des Beschwerdeführers in Verbindung mit dem unbefristeten Aufenthaltsverbot für das deutsche Hoheitsgebiet eine in Bezug auf die verfolgten rechtmäßigen Ziele unverhältnismäßige Maßnahme darstellte.

Daher ist Artikel 8 der Konvention verletzt worden.

II. DIE ANWENDUNG DES ARTIKELS 41 DER KONVENTION

50. Artikel 41 der Konvention lautet wie folgt:

"Stellt der Gerichtshof fest, dass diese Konvention oder die Protokolle dazu verletzt worden sind, und gestattet das innerstaatliche Recht der Hohen Vertragspartei nur eine unvollkommene Wiedergutmachung für die Folgen dieser Verletzung, so spricht der Gerichtshof der verletzten Partei eine gerechte Entschädigung zu, wenn dies notwendig ist."

A. Schaden

51. Der Beschwerdeführer fordert einen Gesamtbetrag in Höhe von 50.000 Euro, ohne die Art des Schadens näher zu erläutern.
52. Die Regierung hat sich hierzu nicht geäußert.
53. Der Gerichtshof vertritt die Auffassung, dass der Beschwerdeführer einen gewissen immateriellen Schaden erlitten hat. Auf einer gerechten Grundlage gemäß Artikel 41 der Konvention billigt er dem Beschwerdeführer hierfür den Betrag von 3.000 Euro zu.

B. Kosten und Auslagen

54. Der Beschwerdeführer hat hierzu keinen Antrag gestellt, sondern sich darauf beschränkt, einen Gesamtbetrag in Höhe von 50.000 Euro zu fordern (siehe oben Nr. 51). Der Gerichtshof ist daher der Meinung, dass kein Betrag für die Kosten und Auslagen zu zahlen ist.

C. Verzugszinsen

55. Der Gerichtshof erachtet es für angemessen, den Verzugszinssatz auf den Zinssatz für Spitzenrefinanzierungsfazilitäten der Europäischen Zentralbank erhöht um drei Prozentpunkte zu stützen.

AUS DIESEN GRÜNDEN ENTSCHEIDET DER GERICHTSHOF EINSTIMMIG,

1. dass Artikel 8 der Konvention verletzt ist;
2. dass
 - a) der beklagte Staat dem Beschwerdeführer innerhalb von drei Monaten, nachdem das Urteil gemäß Artikel 44 Abs. 2 der Konvention endgültig geworden ist, den Betrag in Höhe von 3.000 (dreitausend) Euro wegen des immateriellen Schadens zu zahlen hat, zuzüglich der Beträge, die als Steuer möglicherweise angefallen sind;
 - b) dieser Betrag nach Ablauf der genannten Frist und bis zur Zahlung um einfache Zinsen zu einem Satz entsprechend demjenigen der Spitzenrefinanzierungsfazilität der Europäischen Zentralbank, der in diesem Zeitraum Gültigkeit hat, zu erhöhen sind, zuzüglich drei Prozentpunkten;
3. dass der Antrag auf gerechte Entschädigung im Übrigen zurückgewiesen wird.

Ausgefertigt in französischer Sprache und anschließend am 17. April 2003 gemäß Artikel 77 Abs. 2 und 3 der Verfahrensordnung schriftlich übermittelt.

Mark VILLIGER

Stellvertretender Kanzler

Ireneu CABRAL BARRETO

Präsident